

[Text]

The issue of Canada's bilateral fisheries relationships with countries other than the U.S.A. needs to be mentioned. In Atlantic Canada we have the fleets of the Northwest Atlantic Fisheries Organization member states fishing in the Canadian and NAFO zones. Examples are the European Community, fishing under the Long Term Agreement, and the East Bloc countries and Japan. As our fish resources become more fully utilized there is less fish to allocate to these countries. The EEC, as an example, including her new members Spain and Portugal, has failed for two years now to accept NAFO quotas. In 1986, they filed an objection to their EEC quota, which was 18,000 tonnes, saying they would fish to their own quota, which they then set at 100,000 tonnes, a number that the stocks cannot absorb. In this environment it is difficult to see how we can do anything but withdraw all allocations to the EEC given to it under the LTA when it expires in 1987. Similarly, France, with a quota of 6,500 tonnes in the Gulf of St. Lawrence, took an estimated 18,000 tonnes last year under its fisheries treaty which concluded in 1986.

Foreign overfishing is one of the most difficult issues we face now and in the future. While it might be easy for us as Canadians to keep the fisheries issues separate on each coast, it will not be so simple for our bilateral partners. Everything from Japan's high seas salmon fishery in the Pacific to the unregulated fishing by South Korean fleets on the Grand Banks will cloud our bilateral relationships in future years. It was a difficult area when we had growing stocks. Now that we have less fish and the world has less fish and our fisheries resources are becoming more valuable and therefore more in demand, Canada must take a firm stand, and that means market retaliation must be an assumption and the product from both coasts will be the cards that our trading partners will play. We will have to take the pain no matter who is being pinched, and it will not be easy.

These are some of the difficult issues you will have to address in your upcoming consultations.

Let me take just a moment to point out some of the good news in our industry. Most fisheries have had a successful 1986. World supplies of white-fleshed species have peaked since the 200-mile economic zones were put in place. The world supply of cod, for example, is now about stable at 1.9 million tonnes, of which Canada will supply about 500,000 tonnes in 1986. This means that we do not have real market power to set prices. Yet prices are escalating in relationship not only to cod but to other species and products. That is because market demand has now passed supply.

[Traduction]

fières marines est une activité gouvernementale tout à fait acceptable et nécessaire.

La question des rapports bilatéraux de pêche du Canada avec d'autres pays que les États-Unis doit aussi être mentionnée. Dans le Canada atlantique nous trouvons les flottilles des pays membres de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, qui pêchent dans les zones canadiennes et celles de cette Organisation. On y trouve, par exemple, la Communauté européenne qui y pêche en vertu de l'Accord à long terme, les pays du Bloc de l'Est et le Japon. Plus nos ressources en poisson sont exploitées, moins il y en a pour chacun de ces pays. La CEE, par exemple, incluant ses deux nouveaux membres l'Espagne et le Portugal, refuse depuis deux ans déjà d'accepter les contingents de la NAFO et, en 1986, elle s'est opposée au quota de 18 000 tonnes qui lui était imposé. Elle a déclaré qu'elle prendrait la quantité de poisson prévue par son propre quota, qui est de 100 000 tonnes, chiffre que les stocks ne peuvent supporter. Dans de telles conditions, il est difficile de voir comment nous pourrions faire autre chose que d'enlever à la CEE, à l'échéance de l'Accord à long terme en 1987, la part de prises prévue dans cet Accord. De même, la France qui a un quota de 6 500 tonnes dans le golfe du Saint-Laurent, a pris environ 18 000 tonnes l'an dernier aux termes de son traité de pêche qui expirait en 1986.

La surexploitation des stocks de poisson est l'un de nos problèmes actuels et futurs les plus épineux. Alors qu'il peut être assez facile pour nous, Canadiens, de considérer séparément les problèmes de pêche relatifs à chacune de nos côtes, ce ne sera pas aussi simple pour nos partenaires bilatéraux. Toutes les activités de pêche, depuis les prises de saumon en haute mer Pacifique par le Japon à la pêche non réglementée des flottes sud-coriennes sur les Grands Bancs brouilleront nos relations bilatérales au cours des prochaines années. La question était déjà difficile au moment où nos stocks étaient en croissance. Maintenant que nous avons moins de poisson, qu'il y en a moins dans le monde, nos ressources halieutiques prennent de la valeur et, partant, la demande de poisson canadien s'accroît. Le Canada doit adopter une position ferme, allant même jusqu'à envisager des représailles économiques, et soulever la question des pêches sur les deux côtes comme enjeu de négociation avec nos partenaires commerciaux. Nous devons en assumer les conséquences peu importe qui sera heurté, et cela ne sera pas facile.

Voilà certains des problèmes complexes sur lesquels vous devrez vous pencher dans vos consultations futures.

Je prendrai maintenant quelques instants pour vous faire part de quelques-uns des succès qu'a connus notre industrie. La plupart des secteurs de la pêche ont été prospères en 1986. L'offre du poisson à chair blanche dans le monde a atteint un sommet depuis l'adoption des zones économiques de 200 milles. Dans le cas de la morue, par exemple, l'offre est actuellement à peu près stable à 1,9 million de tonnes par années, et sur ce, le Canada fournira environ 500 000 tonnes en 1986. Mais notre marché ne nous permet pas vraiment de fixer les prix. Reste que les prix, non seulement de la morue, mais aussi des autres espèces et produits de poisson, sont à la hausse, et ce, parce que la demande est maintenant supérieure à l'offre.